

Investissement Canada—Loi

Une proposition comme celle-là ne permet pas de croire que le gouvernement est au courant des règles du jeu.

Non seulement le gouvernement répand diverses erreurs au sujet de l'attitude de l'AEIE et de notre parti relativement à l'investissement étranger au Canada, mais je crois qu'il souffre aussi d'un blocage psychologique, monsieur le Président. L'AEIE a servi à favoriser l'essor de notre pays. Elle devrait demeurer un élément important servant à préserver l'indépendance d'un Canada mûr et solide. C'est le même parti que nous pouvons comparer à l'AEIE qui a bloqué d'autres initiatives valables qui ont contribué énormément à l'évolution et à la croissance économique du Canada. C'est ce même parti qui s'est élevé contre l'adoption de notre propre drapeau. C'est ce même parti qui s'opposait à ce que nous ayons notre hymne national indépendant. C'est ce même parti qui s'opposait à ce que nous ayons notre propre Constitution. L'AEIE était dans la même catégorie. L'AEIE montée sur ses grands chevaux avec le drapeau, avec l'hymne, avec la Constitution qui suggérait que notre pays est suffisamment grand, suffisamment mûr, suffisamment indépendant et a suffisamment de clairvoyance pour proposer des orientations de construction du Canada sur nos propres bases pour notre propre peuple et pour notre avenir. Il n'y a rien de mal à avoir ce genre d'attitude. Il n'y a rien de mal à essayer d'envisager ce genre de futur.

Malheureusement, une fois de plus, cette opposition qui a été un boulet pour le gouvernement lors du débat sur le drapeau, du débat sur l'hymne, et du débat sur la Constitution, entrave la progression du gouvernement en matière de croissance économique.

M. Brisco: Quel blabla!

M. Marchi: Les conservateurs n'ont aucun sens de la construction d'une nation. Ils n'ont aucun sens de la prééminence du Canada. Ils n'ont aucun sens de ce que c'est que d'être pro-Canadien.

M. Brisco: C'est à cause de vous que nous avons des problèmes énergétiques.

M. Taylor: Qui a trahi l'Ouest? Les libéraux.

M. Marchi: En somme, les tories sont prêts à céder le Canada au plus offrant. Venez vous servir, disent-ils. C'est inacceptable. Nous n'aurions pas imaginé cela lors de nos débats sur le drapeau, l'hymne national et la Constitution, et nous ne saurions approuver d'objectifs semblables en 1985 au cours de ce débat sur Investissement Canada.

Le même état d'esprit rétrograde et anti-Canadien se manifeste, il me semble, à propos de la politique d'immigration que les tories sont en train d'établir.

M. Brisco: Expliquez-vous.

M. Taylor: Expliquez-vous.

M. Marchi: Tout cela s'apparente certainement au sens qu'on veut donner actuellement au débat sur l'investissement

étranger. On me dit de m'expliquer. Si ces députés veulent bien patienter et m'écouter, ces précisément ce que j'entends faire dans les quatre prochaines minutes qui me sont allouées.

Au début du mois, des députés conservateurs, qui représentent donc le gouvernement, ont dit au comité du travail, de l'emploi et de l'immigration que dorénavant et pendant quelques années, si nous admettons plus d'immigrants, ce devrait être surtout des chefs d'entreprise. En termes simples pour les députés d'en face, cela signifie que seuls les riches chefs d'entreprise auraient intérêt à poser leur candidature.

M. Brisco: Balivernes!

M. Marchi: Le projet de loi concernant l'investissement au Canada repose sur les mêmes principes. Les tories sont butés et ne veulent pas reconnaître ni comprendre que des milliers de simples Canadiens ont d'abord immigré ici sans posséder les millions de dollars qu'on voudrait maintenant exiger. Ces gens se sont débrouillés pour gagner leur pain et réussir dans la société canadienne. Des milliers d'immigrants de classe moyenne ou pauvre sont venus ici prendre des emplois dont les autres Canadiens ne voulaient pas. Ils possédaient un métier ou une profession mais n'avaient pas les millions de dollars dont parlent ces conservateurs de droite. Tous les immigrants, peu importe leur situation économique et même s'ils ne remplissent pas les conditions posées par le président du comité, qui a défini l'immigrant idéal comme celui qui peut monter sa propre affaire et possède un capital de \$500,000, tous peuvent venir au Canada et contribuer à la croissance économique de notre pays car ce sont, en premier lieu, des consommateurs et, en second lieu, ils sont disposés à travailler. Prétendre que ces personnes ne peuvent contribuer à la croissance économique, c'est insulter d'abord les gens qui sont venus ici pour travailler et, ensuite, d'autres Canadiens éventuels qui pourraient souhaiter apprendre et vivre le même genre de vie.

Il y a une ressemblance frappante entre la théorie sur laquelle repose la politique en matière d'immigration et celle qui transpire de ce projet de loi sur Investissement Canada. C'est une théorie régressive. C'est une théorie que le gouvernement regrettera un jour d'avoir suivie, lorsque les Canadiens estimeront que nous aurions dû chercher à obtenir des investissements étrangers, des entrepreneurs qui participent à notre croissance économique, mais pas à leur détriment.

Nous ne devrions pas accorder la priorité aux États-Unis. Nous devrions apprendre que d'autres pays protègent leurs plates-bandes. Nous devrions faire face aux réalités de la scène internationale et respecter les entrepreneurs ici, au Canada. Ce sont des Canadiens qui donnent d'eux-mêmes. Le gouvernement perd une occasion de faire grandir le pays. Il perd l'occasion de construire à partir de cette pierre angulaire. Les conservateurs devraient apprendre que nous avons besoin d'une loi pour garantir que notre pays et son peuple aient la priorité.